

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE  
ET TECHNIQUE OUTRE-MER  
20, rue Monsieur  
PARIS VII<sup>e</sup>

COTE DE CLASSEMENT N° 1674

SOCIOLOGIE - ETHNOLOGIE

NOTE A PROPOS DU PROBLEME INDIGENE DANS L'INTERIEUR DE L'ILE D'ESPIRITU SANTO  
NOUVELLES HEBRIDES

par

J. GUIART

B 22905

N° 1674



I. F. O.  
septembre 1954

INSTITUT FRANCAIS D'OCEANIE

-:-:-:-

NOTE A PROPOS DU PROBLEME INDIGENE DANS  
L'INTERIEUR DE L'ILE D'ESPIRITU SANTO, NOUVELLES-HEBRIDES

-:-:-:-

L'affaire du meurtre en 1952 de deux indigènes de l'intérieur de Santo par le Colon Chavereau de Big Bay a provoqué une perte de prestige tant pour l'Administration que pour la colonisation Française. L'Administrateur-Délégué Français, M. Tailleur avait promis aux intéressés que Chavereau serait châtié. Or les témoins et le chef indigène (Mol Valiv) amenés à Port-Vila pour les délibérations du Tribunal Criminel, revinrent avec la nouvelle que Chavereau était toujours libre. Ils ne l'avaient même pas vu derrière les barreaux d'une prison.

Ce déni de justice provoqua une indignation générale dans toute la partie montagneuse de l'île. Le chef de la Haute Vallée de la Navaka, Mol Valiv, frustré de ses espoirs de justice et ayant en cette affaire perdu la face devant les siens, entreprit une tournée générale pour cristalliser l'opinion publique autour du double interdit qu'il imposa dans une large zone: interdit aux Blancs de pénétrer sur son territoire et surtout interdit formel d'aller travailler sur les plantations. En ce qui concerne ce dernier point, même des districts refusant son autorité politique se voyaient barrer la route du bord de mer tant à cause de leur position géographique - le chemin à suivre passait par le territoire sous interdit - que par leur crainte superstitieuse des conséquences possibles d'un viol de l'interdit.

La partie centre-est de l'île (500 habitants) n'étant pas solidaire du mouvement, seule la moitié ouest, montagneuse (environ 1.300 habitants) s'était fermée. Il était bien évident qu'en l'absence dans cette zone de toute activité d'éducation des missions ou de l'administration, cet isolement volontaire plaçait en quelque sorte la Société Autochtone sur une voie de garage, le seul contact de ses membres avec une vie matérielle plus moderne s'effectuant lors des séjours sur les plantations européennes. Les colons britanniques de la côte Sud étaient les plus touchés par le refus quasi total de travailler pour le Blanc et l'un d'eux, M. Stevens, de Tasmalum, dut récemment donner sa plantation en location à un Vietnamiens, après plus d'un an passé sans main d'oeuvre. M. Lewis, de Kerenavura, à la pointe Sud-Ouest de l'île, qui était depuis dix huit ans en excellentes termes avec les broussards qui constituaient la totalité de sa main d'oeuvre, les voyait venir en visite et lui parler amicalement, mais se refuser à tout travail tant que le tabou ne serait pas levé.

ORSTOM Fonds Documentaire

N° 5

Cote 7 B 22905



Le thème des déclarations reçues personnellement au cours des conversations au cours d'un séjour de trois mois dans l'intérieur était invariablement le même, répété dans les mêmes termes et avec la même passion contenue. Il m'apparaît qu'il s'agit autant d'un sentiment profond éprouvé de façon générale que d'un mot d'ordre reçu du chef Mol Valiv:

"Nous avons été bons avec les Blancs. Nous les avons reçus, les avons nourris, leur avons toujours donné des guides pour aller où ils voulaient se rendre. Nous avons travaillé pour eux. Nous avons débroussé les terrains qu'ils ont pris au bord de mer. Nous avons planté leurs cocotiers, coupé les cocos, fait le coprah qu'ils ont vendus pour de l'argent. C'est ainsi grâce à nous qu'ils sont devenus des "Masta" (puissants). Aujourd'hui, Chavereau nous a tué deux des nôtres. Nous sommes maîtres de nos mains (de notre puissance de travail); les Blancs aussi sont maîtres de leurs mains. Nous allons nous reposer, nous occuper de nos femmes, de nos enfants, de nos jardins. Les Blancs n'ont qu'à travailler, eux-mêmes, à leur tour."

Pour un chercheur qui a toujours pu établir les meilleures relations avec les milieux indigènes, même réputés difficiles, il était impressionnant de se voir reprocher en termes véhéments le manque de parole de l'Administration Française - puisqu'on leur avait promis le châtement de Chavereau - Les déclarations étaient partout similaires, ils ne pouvaient plus se sentir en sécurité sur une plantation, puisque un Blanc pouvait les tuer impunément, alors qu'à eux on avait imposé au cours des décades précédentes le respect de la vie d'autrui.

On ne parlait pas de l'interdit qui ne prêtait pas à discussion. Il était là, marqué aux frontières de la zone par les feuilles de Cycas plantées au milieu des villages ou sur le bord des chemins. Par contre ceux qui n'acceptaient pas cette position protestaient amèrement, mais n'osaient emprunter les routes ainsi tabouées. C'est par le biais de déclarations sur l'impossibilité juridique d'interdire ainsi le passage sur les routes traditionnellement utilisées par tous, que j'entrepris des sondages dans l'intention d'aboutir éventuellement à la levée du tabou, dont l'existence m'avait fortement gêné: il avait fallu plusieurs fois se passer de porteurs, même de guides, ainsi que marcher de nuit parce qu'à l'étape on m'avait refusé le gîte et le manger; ces difficultés s'atténuèrent après ma première visite au chef Mol Valiv. Mais un vieux chef du centre, Avits, l'allié du premier, maintenait son opposition à mon passage. J'obtins alors de Mol Valiv qu'il m'accompagnât dans une tournée

générale des villages qui lui donnaient leur allégeance et de ceux qui lui étaient hostiles. Au cours de cette tournée d'une dizaine de jours, il annonça partout la levée des interdits sur les sentiers. Puis, arrivés chez Avits, après vingt quatre heures de discussion avec le vieux chef et ses conseillers, ils m'annoncèrent conjointement la levée de l'interdit d'aller travailler chez les Blancs. Une semaine plus tard je vis des villages vides d'hommes partis travailler sur une plantation afin de recueillir l'argent nécessaire pour l'organisation d'une fête.

Ainsi était rétablie une situation plus normale, dont une des constantes est l'absence de toute relation pratique entre ces chefs, et surtout Mol Valiv, le principal d'entre eux, et l'Administration.

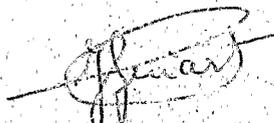
A l'éloignement géographique de la côte, (une journée de marche au moins, la zone intermédiaire étant aujourd'hui vide d'hommes) s'ajoute la difficulté du terrain extrêmement montagneux, l'altitude des villages se plaçant entre 700 et 1000 mètres. Il est malheureusement fort peu probable qu'étant donné les conditions actuelles de leur travail aucun des Administrateurs-Délégués, Britannique ou Français, puisse effectuer des tournées régulières à l'intérieur de l'île. L'action possible de l'Administration ne peut malheureusement que se borner à établir les relations de confiance nécessaires, et devra se satisfaire de méthodes d'administration très indirectes.

La forme traditionnelle d'autorité est tombée en desheréance depuis plus de vingt ans, avec l'abandon général des rituels de prises de grades et des tueries de cochons qui en étaient la condition. Aujourd'hui les chefs que l'on rencontre se prévalent du titre ancien de Mol (Moli), mais attribuent souvent l'origine de leur dignité à une intronisation (difficilement vérifiable) par un des Délégués de la Circonscription. Leur autorité se restreint à un petit nombre de hameaux. Par contre le chef de la Haute Vallée de la Navaka, Mol Valiv voit directement, ou par l'intermédiaire de ses alliés, son autorité s'affirmer sur la plus grande partie du Centre Ouest de l'île. Cela correspond aussi au besoin d'un certain regroupement politique, ou sentiment général de l'unité de la brousse. Même au cours des trois mois de mon séjour, j'ai vu de nouveaux villages accepter dans une certaine mesure son allégeance, et d'autres, suivre ses consignes, qui ne l'acceptaient pas encore formellement comme chef.

Cet homme, d'une intelligence certaine, cherche aujourd'hui à coordonner la résistance des siens à la pénétration missionnaire. Il présente à l'observateur un "modernisme" intéressant, désirant voir ses gens établir de nouvelles cultures qui leur permettent un rapport monétaire et luttant contre la croyance à la magie noire. Il tient que c'est cette croyance qui est responsable de l'existence de la sorcellerie et s'efforce de bannir toute discussion sur ce sujet chez

les siens. Son influence, la crainte et le respect qu'il inspire sont aujourd'hui tels qu'il apparait comme le meilleur atout d'un "new deal" possible entre l'Administration et la population montagnarde de Santo. C'est dans cet esprit, et pour utiliser au maximum l'effet de sa mission, que le chercheur soussigné propose que ce chef soit invité par le Haut Commissaire à effectuer un court séjour en Nouvelle-Calédonie. L'objet principal de sa visite pourrait être une visite à des tribus de montagnes, que la route n'atteint pas, c'est-à-dire dont la position géographique est comparable à celle de ses propres gens ( par exemple Haut et Bas Kulna dans le district de Hienghène; Hwango et Hwahat dans le district de Voh; Wemu et Weol dans le district de Gomen) et où il pourrait voir la différence de niveau de vie apportée par la culture du café, son traitement sur place et l'utilisation des chevaux de bat pour le transport. Cet enseignement pourrait être complété par des visites à l'Ecole de Nouville, à l'Ecole de Port Laguerre, au Sanatorium du Col de la Pirogue en particulier. La durée du séjour devrait être suffisante pour que ce chef puisse sentir, en particulier par la prise de contact avec la communauté indigène hébridaise de Nouméa, que, dans un territoire français, les modalités de l'affaire Chavereau ne constituent pas la règle des relations entre Français de souche européenne et Français de souche autochtone.

Nouméa, le 14 Septembre 1954



J. GUIART